

Travail sur la Ve République et l'après De Gaulle

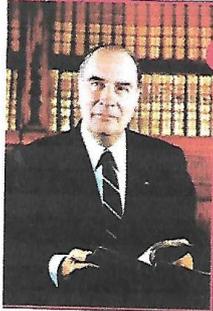
Introduction : Après la démission du Général de Gaulle en 1969, Georges Pompidou, son ancien Premier Ministre est élu Président de la République. L'après De Gaulle sera marqué par une alternance au pouvoir des forces de gauche et de droite montrant le caractère démocratique de la constitution. A partir des années 1980, des cohabitations au pouvoir entre forces de gauche et de droite émergent jusqu'à l'alignement des élections présidentielles et législatives en 2002.

I) L'alternance en 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir

1 Chronologie

- **1981** Victoire du socialiste François Mitterrand à l'élection présidentielle, Victoire de la gauche aux élections législatives.
- **1981-1984** Le socialiste Pierre Mauroy est Premier ministre.
- **1983** Pause dans les réformes et début de la période de rigueur.
- **1984** Abandon du projet de loi Savary sur l'enseignement après une immense manifestation pour « l'enseignement libre ». Laurent Fabius devient Premier ministre. Départ des communistes du gouvernement.
- **1986** Victoire de la droite aux élections législatives. Mitterrand nomme Jacques Chirac, leader de droite et dirigeant du RPR, Premier ministre.

Biographie



2 François Mitterrand (1916-1996)

Né en 1916, issu de la bourgeoisie de province, François Mitterrand fait des études d'avocat. Prisonnier de guerre en 1940, il s'évade puis travaille pour le régime de Vichy avant d'entrer dans la Résistance. Sous la IV^e République, il est député et onze fois ministre. En 1965, il se présente comme candidat de la gauche face à de Gaulle à l'élection présidentielle et rassemble 45 % des voix au second tour. Il devient Premier secrétaire du nouveau parti socialiste en 1971 et mène ensuite une politique de rapprochement avec les radicaux de gauche et le parti communiste. En 1974, il perd de justesse les élections présidentielles face au candidat de la droite, Valéry Giscard d'Estaing. Mais en 1981, il gagne face au Président sortant. Il est réélu en 1988.

3 Discours d'investiture de François Mitterrand en mai 1981

« En ce jour où je prends possession de la plus haute charge, je pense à ces millions et ces millions de femmes et d'hommes, ferment de notre peuple, qui deux siècles durant, dans la paix et dans la guerre, par le travail et par le sang, ont façonné l'histoire de France, sans y avoir accès autrement que par de brèves et glorieuses fractures de notre société.

C'est en leur nom d'abord que je parle, fidèle à l'enseignement de Jean Jaurès, alors que, troisième étape d'un long cheminement, après le Front populaire et la Libération, la majorité politique des Français, démocratiquement exprimée, vient de s'identifier à sa majorité sociale.

Il est dans la nature d'une grande nation de concevoir de grands desseins. Dans le monde d'aujourd'hui, quelle plus haute exigence pour notre pays que de réaliser la nouvelle alliance du socialisme et de la liberté ? Quelle plus belle ambition que de l'offrir au monde de demain ?

C'est en tout cas l'idée que je me fais et la volonté qui me porte, assuré qu'il ne peut y avoir d'ordre et de sécurité, là où règnerait l'injustice, où gouvernerait l'intolérance [...]. »

Discours d'investiture de François Mitterrand à l'Élysée, le 21 mai 1981.

Définitions

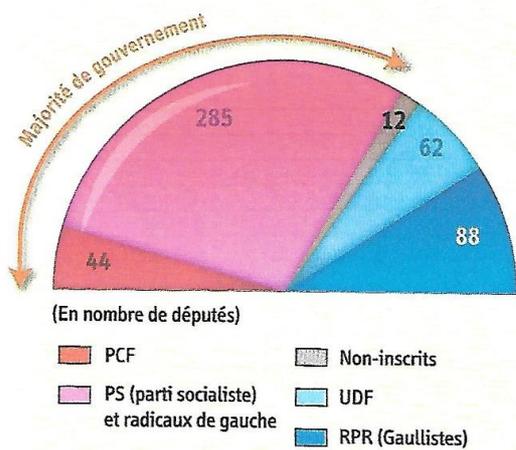
L'alternance politique : le passage au pouvoir d'une majorité politique à une autre.

Les législatives : les élections des députés à l'Assemblée nationale.

Le Parti socialiste (PS) : le parti de gauche qui a succédé à la SFIO en 1971.



Résultats du 2^e tour des élections présidentielles (mai 1981)



Résultats des élections législatives (juin 1981)

4 Les élections de 1981

6 Les mesures du gouvernement Mauroy (1981-1983)

Réformes économiques

- Nationalisations (5 groupes industriels, 39 banques)

Réformes sociales

- Forte augmentation du SMIC (salaire minimum)
- Semaine de travail de 39 heures (1982)
- 5^e semaine de congés payés (1982)
- Lois Auroux qui renforcent les droits des salariés dans l'entreprise (1982)
- Retraite à 60 ans (1983)
- Création de l'impôt sur les grandes fortunes
- Mesures en faveur des locataires

Réformes administratives et judiciaires

- Loi sur la décentralisation (davantage de pouvoirs donnés aux régions) (1982)
- Abolition de la peine de mort (octobre 1981)

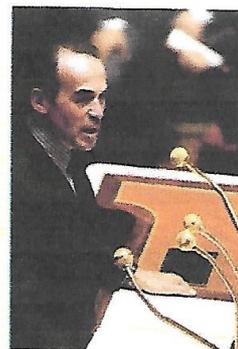
Réformes culturelles

- Autorisation des « radios libres »
- Création de la Haute Autorité de l'audiovisuel
- Fête de la Musique

5 Badinter contre la peine de mort

« Dans les pays de liberté, l'abolition est presque partout la règle ; dans les pays où règne la dictature, la peine de mort est partout pratiquée [...]. Aussi terribles, aussi odieux que soient leurs actes, il n'est point d'hommes en cette terre dont la culpabilité soit totale et dont il faille pour toujours désespérer totalement. Aussi prudente que soit la justice, aussi mesurés que soient les femmes et les hommes qui jugent, la justice demeure humaine, donc faillible. Et je ne parle pas seulement de l'erreur judiciaire absolue, quand, après une exécution, il se révèle comme cela peut arriver, que le condamné à mort était innocent et qu'une société entière [...] devient ainsi collectivement coupable puisque sa justice rend possible l'injustice suprême. »

Discours de Robert Badinter (ministre de la Justice) à l'Assemblée nationale, le 17 septembre 1981.



Questions :

- 1) Quels sont les résultats des élections présidentielles et législatives de 1981 ? Quelle est l'étiquette politique du nouveau président ? (Doc 4)

- 2) Quel est le contexte du discours de François Mitterrand ? (Doc 3 et 4)

- 3) A quel grand leader socialiste se rattache Mitterrand ? A quelles périodes historiques se rattache-t-il ? (Doc 3)

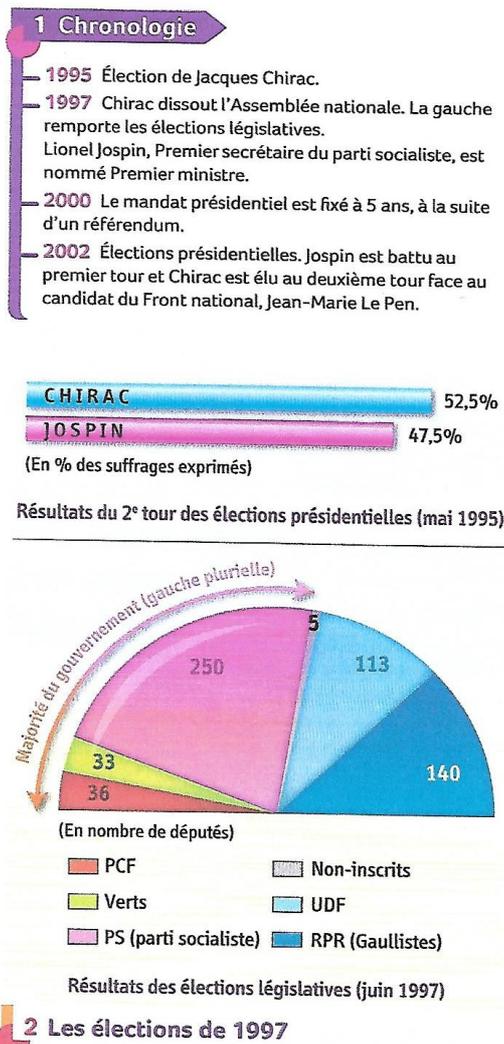
- 4) Que souhaite-t-il réaliser durant son mandat ? A quoi s'oppose-t-il ? (Doc 3)

- 5) Quels sont les principaux arguments utilisés par Badinter contre la peine de mort ? Quelle est la loi votée peu après ? (Doc 5 et 6)

6) Quelles sont les réformes votées durant son mandat pour améliorer les conditions de vie des travailleurs ? (Doc 6)

7) Quel Premier Ministre arrive au pouvoir en 1986 ? Pourquoi ? (Doc 1)

II) Une période de cohabitation (1997-2002)



3 Le Président et le gouvernement dans la Constitution

« Article 5. Le Président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État. Il est garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, et du respect des traités.

Article 15. Le président de la République est le chef des armées.

Article 20. Le gouvernement¹ détermine et conduit la politique de la nation. Il dispose de l'administration et de la force armée. Il est responsable devant le Parlement². »

1. Sous l'autorité du Premier ministre.
2. Il peut être renversé par le Parlement.

4 Les principales réformes du gouvernement Jospin (1997-2002)

Réduction du temps de travail à 35 heures

Création de la Couverture maladie universelle (CMU) qui permet à tous de pouvoir bénéficier de soins médicaux

Pacte civil de solidarité (PACS) qui permet aux couples de rendre officielle leur union sans se marier

Allocation pour les personnes dépendantes (APA) qui permet aux personnes qui ne sont plus autonomes de se faire aider

Mandat présidentiel réduit à cinq ans

Loi sur la parité hommes/femmes lors des élections avec pour objectif de rendre égal le nombre de femmes et d'hommes dans les assemblées politiques (conseils municipaux, généraux, régionaux, Assemblée nationale, Sénat)



5 Un conseil des ministres vu par le dessinateur Plantu (Le Monde, 1997)

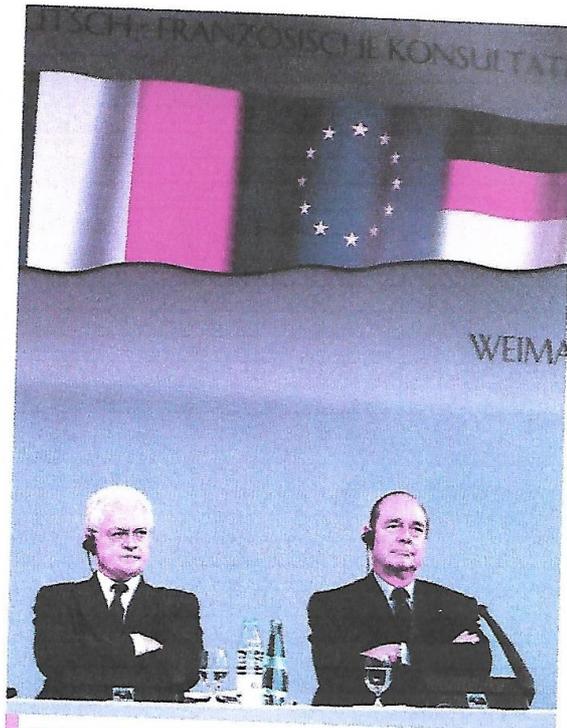
À côté de Lionel Jospin se trouve Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité de 1997 à 2000, considérée comme le n° 2 du gouvernement.

6 Jacques Chirac définit son domaine d'action

« Jacques Chirac a tenu à attendre jeudi pour définir ses pouvoirs. Devant le Conseil des ministres, le chef de l'État a exprimé sa conviction que cette troisième cohabitation se déroulerait "dans la dignité, le respect mutuel et un souci constant des intérêts de la France".

Samedi à Lille, il s'est fait plus précis. Il a énuméré les devoirs de sa charge en insistant sur son intention de "lutter pied à pied, partout dans le monde, pour que la France tienne son rang, assure sa sécurité, affirme son influence et accroisse ses parts de marché", "préserv[er] les acquis européens", "avancer, malgré les obstacles, vers une Europe unie, forte et juste". »

Gilles Bresson, « Jacques Chirac condamné à cohabiter avec Lionel Jospin », *Libération*, 9 juin 1997.



7 Jospin et Chirac lors d'un sommet franco-allemand (Weimar, septembre 1997)

Dans le domaine de la politique extérieure, les décisions sont prises par les deux têtes de l'exécutif qui doivent donc se mettre d'accord.

Mot de vocabulaire.

Cohabitation : Présence à la tête de l'Etat d'un Président et d'un gouvernement de tendances politiques opposées.

Questions :

- 1) Qui est le Président depuis 1995 ? Pourquoi fait-il appel à Lionel Jospin pour occuper le poste de Premier Ministre en 1997 ? (Docs 1 et 2)

- 2) D'après la Constitution de la Ve République, quel est le pouvoir du Premier ministre et de son gouvernement ? (Doc 3)

- 3) Relevez dans le document 4, une réforme sociale, une réforme de société et une réforme politique du gouvernement de Lionel Jospin.

- 4) Le domaine d'action présidentiel évoqué par Jacques Chirac dans le document 6 vous semble-t-il en accord avec la Constitution (Doc 3) ? Justifier la réponse.

5) Décrivez et expliquez le dessin de Plantu (Doc 5) à l'aide des documents 3 et 7. Quel est son message ?